

# Ordonnance sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants

du 9 décembre 2002 (Etat le 1<sup>er</sup> octobre 2007)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu l'art. 9 de la loi fédérale du 4 octobre 2002 sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants<sup>1</sup>,

*arrête:*

## Section 1 Bénéficiaires

### Art. 1

<sup>1</sup> Peuvent bénéficier des aides financières:

- a. les organismes responsables des structures visées aux art. 2 et 5;
- b. les structures visées à l'art. 8;
- c. les cantons et les communes pour des projets selon l'art. 14a.<sup>2</sup>

<sup>2</sup> Les organismes responsables d'une structure qui ne permet pas de concilier charges familiales et travail ou formation, les requérants qui poursuivent un but lucratif et les individus ne peuvent pas bénéficier de ces aides financières.

## Section 2 Aides financières aux structures d'accueil collectif de jour

### Art. 2 Structures d'accueil collectif de jour

<sup>1</sup> Sont considérées comme des structures d'accueil collectif de jour les structures qui accueillent des enfants d'âge préscolaire.

<sup>2</sup> Peuvent recevoir des aides financières les structures qui:

- a. disposent d'au moins 10 places, et
- b. sont ouvertes au moins 25 heures par semaine et 45 semaines par année.

<sup>3</sup> Est considérée comme une augmentation significative de l'offre:

- a. une augmentation d'un tiers du nombre de places d'accueil, mais au minimum de 10 places, ou

RO 2003 258

<sup>1</sup> RS 861

<sup>2</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 29 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 2007 (RO 2007 4383).

- b. une extension d'un tiers des heures d'ouverture, mais au minimum de 375 heures par année.

<sup>4</sup> Une structure qui change d'organisme responsable ou qui ouvre à nouveau n'est pas considérée comme une nouvelle structure d'accueil collectif de jour si son concept d'exploitation ne présente pas de changement important.

#### **Art. 3** Financement à long terme

Les structures d'accueil collectif de jour doivent exposer de manière plausible que leur financement à long terme paraît assuré pour une durée de 6 ans au moins.

#### **Art. 4** Calcul et durée des aides financières

<sup>1</sup> Les aides financières allouées pour les structures d'accueil collectif de jour sont versées sous forme de contributions forfaitaires. Pour les structures existantes qui augmentent leur offre de façon significative, seules sont déterminantes les nouvelles places et les heures d'ouverture supplémentaires.

<sup>2</sup> Les contributions forfaitaires sont calculées selon les prescriptions de l'annexe 1.

<sup>3</sup> Les aides financières sont versées comme suit:

- a. pour les places occupées: l'entière contribution forfaitaire pendant 2 ans;
- b. pour les places non occupées: 50 % de la contribution forfaitaire pendant la première année pour laquelle l'aide financière est allouée.

### **Section 3 Aides financières aux structures d'accueil parascolaire**

#### **Art. 5** Structures d'accueil parascolaire

<sup>1</sup> Sont considérées comme des structures d'accueil parascolaire les structures qui accueillent des enfants d'âge scolaire en dehors du temps consacré à l'enseignement.

<sup>2</sup> Peuvent recevoir des aides financières les structures qui:

- a. disposent d'au moins 10 places,
- b. sont ouvertes au moins 4 jours par semaine et 36 semaines scolaires par année, et
- c. accueillent les enfants pendant des blocs horaires d'au moins 1 heure le matin, 2 heures à midi (repas compris) ou 2 heures l'après-midi.

<sup>3</sup> Est considérée comme une augmentation significative de l'offre:

- a. une augmentation d'un tiers du nombre de places d'accueil, mais au minimum de 10 places, ou
- b. une extension des heures d'ouverture par l'augmentation d'un tiers du nombre de blocs horaires, mais au minimum de 50 blocs horaires par année.

<sup>4</sup> Une structure qui change d'organisme responsable ou qui ouvre à nouveau n'est pas considérée comme une nouvelle structure d'accueil parascolaire si son concept d'exploitation ne présente pas de changement important.

**Art. 6** Financement à long terme

Les structures d'accueil parascolaire doivent exposer de manière plausible que leur financement à long terme paraît assuré pour une durée de 6 ans au moins.

**Art. 7** Calcul et durée des aides financières

<sup>1</sup> Les aides financières allouées pour les structures d'accueil parascolaire sont versées sous forme de contributions forfaitaires. Pour les structures existantes qui augmentent leur offre de façon significative, seules sont déterminantes les nouvelles places et les blocs horaires supplémentaires.

<sup>2</sup> Les contributions forfaitaires sont calculées selon les prescriptions de l'annexe 2.

<sup>3</sup> Les aides financières sont versées comme suit:

- a. pour les places occupées: l'entière contribution forfaitaire pendant 2 ans et 50 % de cette contribution pendant la troisième année pour laquelle l'aide financière est allouée;
- b. pour les places non occupées: 50 % de la contribution forfaitaire pendant la première année pour laquelle l'aide financière est allouée.

## **Section 4**

### **Aides financières aux structures coordonnant l'accueil familial de jour**

**Art. 8** Structures coordonnant l'accueil familial de jour

<sup>1</sup> Sont considérées comme des structures coordonnant l'accueil familial de jour les associations de parents de jour, les associations professionnelles, les organisations privées spécialisées d'utilité publique et les collectivités publiques.

<sup>2</sup> Les structures coordonnant l'accueil familial de jour peuvent recevoir des aides financières pour les mesures suivantes:

- a. formation et perfectionnement des parents de jour qu'elles occupent ou des personnes en charge de la coordination;
- b. projets visant à améliorer la coordination (p. ex.: conception d'un réseau ou développement de l'organisation) ou la qualité de l'accueil dans les familles de jour (p. ex.: développement d'un module de formation ou de normes de qualité).

<sup>3</sup> Aucune aide financière n'est allouée pour les relations individuelles liées à l'accueil et pour les familles de jour prises individuellement, ni pour les salaires des personnes en charge de la coordination.

**Art. 9** Calcul et durée des aides financières

<sup>1</sup> Les aides financières pour la formation et le perfectionnement peuvent aller jusqu'à 85 francs par famille de jour occupée, mais couvrent au maximum un tiers des frais annuels effectifs. Elles sont accordées pendant 3 ans au plus.

<sup>2</sup> Les aides financières allouées pour des projets visant à améliorer la coordination ou la qualité de l'accueil dans les familles de jour couvrent un tiers des frais pris en compte. Sont pris en compte les coûts résultant d'une réalisation simple et adéquate de la mesure.

**Section 5 Procédure, versement des aides financières et évaluation****Art. 10** Demande d'aide financière

<sup>1</sup> La demande d'aide financière doit comprendre:

- a. un descriptif détaillé du projet à soutenir, notamment des informations sur le but et le besoin, ainsi que tous les renseignements nécessaires concernant les personnes participant au projet;
- b. pour les structures d'accueil collectif de jour et les structures d'accueil parascolaire, un budget détaillé et un concept de financement qui s'étend sur 6 ans au moins;
- c. pour les mesures réalisées par les structures coordonnant l'accueil familial de jour, un budget détaillé et un concept de financement ainsi que, pour la formation et le perfectionnement, un programme annuel et le nombre de familles de jour occupées.

<sup>2</sup> Les demandes d'aide financière complètes doivent être présentées à l'Office fédéral des assurances sociales (office) au plus tard douze semaines avant l'ouverture de la structure, l'augmentation de l'offre ou la réalisation de la mesure. En cas d'exception justifiée, la demande peut être déposée ultérieurement pour autant qu'une demande de dérogation dûment motivée ait été présentée avant l'expiration de ce délai.

<sup>3</sup> L'office édicte des directives relatives à la présentation des demandes et établit les formulaires appropriés.

**Art. 11** Examen par le canton

<sup>1</sup> L'office transmet la demande d'aide financière à l'autorité compétente du canton dans lequel l'accueil doit être offert ou la mesure réalisée pour avis. L'autorité cantonale doit notamment indiquer:

- a. quelle appréciation le canton porte sur le projet dans son principe;
- b. si le canton estime que le projet soumis répond à un besoin;
- c. s'il estime qu'il satisfait aux exigences de qualité;

- d. s'il y a lieu de penser que l'autorisation requise, le cas échéant, au sens de l'ordonnance du 19 octobre 1977 réglant le placement d'enfants<sup>3</sup> sera déli-  
vrée;
- e. quelle appréciation le canton porte sur le concept de financement quant à  
l'existence à long terme de la structure visée aux art. 2 et 5.

<sup>2</sup> L'office met à la disposition du canton des formulaires appropriés pour la consul-  
tation.

#### **Art. 12** Décision sur le droit aux aides financières

L'office statue par voie de décision sur le droit aux aides financières et sur leur  
durée.

#### **Art. 13** Versement des aides financières

<sup>1</sup> Les aides financières sont versées annuellement. Elles peuvent être versées au plus  
tôt dès le moment où des dépenses apparaissent imminentes.

<sup>2</sup> L'office fixe le montant des aides financières:

- a. pour les structures d'accueil collectif de jour et les structures d'accueil  
parascolaire: sur la base des statistiques annuelles sur le taux d'occupation et  
du compte annuel arrêté;
- b. pour les structures coordonnant l'accueil familial de jour: sur la base des  
coûts annuels attestés de formation et de perfectionnement ainsi que du  
nombre de familles de jour occupées ou du décompte final du projet.

<sup>3</sup> Les documents susmentionnés doivent être présentés à l'office dans les 3 mois qui  
suivent la fin de l'année pour laquelle l'aide financière a été allouée ou la clôture du  
projet. Ce délai peut être prolongé d'un mois au maximum avant son expiration sur  
demande écrite et pour des raisons suffisantes. La non-observation sans raison  
valable du délai ordinaire ou du délai prolongé entraîne une réduction de l'aide  
financière d'un cinquième en cas de retard allant jusqu'à un mois, et d'un autre cin-  
quième pour chaque mois de retard supplémentaire.

<sup>4</sup> L'office peut accorder des avances sur demande écrite. Celles-ci ne sont versées  
aux structures d'accueil collectif de jour et aux structures d'accueil parascolaire  
qu'après que les requérants ont présenté à l'office une copie de l'autorisation  
requise, le cas échéant, au sens de l'ordonnance du 19 octobre 1977 réglant le pla-  
cement d'enfants<sup>4</sup> et l'ont informé par écrit de l'ouverture de la structure ou de  
l'augmentation de l'offre.

<sup>5</sup> Les bénéficiaires des aides financières sont tenus d'informer l'office sans délai de  
toute modification importante.

<sup>3</sup> RS 211.222.338

<sup>4</sup> RS 211.222.338

**Art. 14** Evaluation

<sup>1</sup> L'office veille à ce que les effets des aides financières soient évalués régulièrement. Il peut faire appel de spécialistes externes.

<sup>2</sup> Les bénéficiaires des aides financières veillent à ce qu'un relevé statistique de leurs prestations soit établi et transmettent régulièrement ce relevé à l'office. Ce dernier élabore les formulaires correspondants.

**Section 5a<sup>5</sup>****Aides financières aux projets pilotes prévoyant l'introduction de bons de garde pour enfant****Art. 14a**

<sup>1</sup> La Confédération peut, par dérogation à l'art. 2 de la loi fédérale du 4 octobre 2002 sur les aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants, verser des aides financières aux projets pilotes de cantons et de communes dans le cadre desquels des bons de garde des enfants dans des structures d'accueil collectif de jour sont remis à des particuliers.

<sup>2</sup> Les projets pilotes doivent servir à recueillir des expériences avec des systèmes de bons de garde visant à encourager le développement de l'offre par un transfert aux parents demandeurs des subventions versées aux offrants.

<sup>3</sup> La Confédération participe, pendant trois ans au plus et jusqu'à hauteur de 30 %, aux coûts des projets pilotes. Sont compris comme coûts des projets pilotes les coûts des bons de garde ainsi que ceux relatifs à la conduite du projet et à son évaluation.

<sup>4</sup> Les cantons et les communes doivent eux-mêmes consacrer chaque année en tout, pour les structures d'accueil collectif de jour et les projets pilotes, au moins la même somme qu'ils ont allouée aux structures d'accueil collectif de jour au cours de l'année civile précédant le début du projet.

<sup>5</sup> L'office conclut des contrats de prestations avec les cantons et les communes et y fixe les objectifs du projet pilote à atteindre, la participation financière de la Confédération, les modalités de paiement, le suivi scientifique du projet, l'établissement de rapports et l'évaluation à conduire.

<sup>6</sup> Le rapport élaboré dans le cadre de l'évaluation est soumis au Département fédéral de l'intérieur pour information.

<sup>5</sup> Introduite par le ch. I de l'O du 29 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> oct. 2007 (RO 2007 4383).

## **Section 6 Dispositions finales**

### **Art. 15** Disposition transitoire

Les structures qui ouvrent, qui augmentent leur offre ou qui réalisent une mesure entre le 1<sup>er</sup> février 2003 et le 23 mai 2003 peuvent adresser leur demande d'aide financière à l'office au plus tard le 28 février 2003.

### **Art. 16** Entrée en vigueur et durée de validité

La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2003 et a effet jusqu'au 31 janvier 2011.

*Annexe 1***1 Calcul des contributions forfaitaires pour les structures d'accueil collectif de jour**

- 1.1 La contribution forfaitaire pour une offre à plein temps s'élève à 5000 francs par place et par an.
- 1.2 Une offre à plein temps correspond à une durée d'ouverture annuelle d'au moins 225 jours à raison de 9 heures par jour, ce qui représente au moins 2025 heures d'exploitation par année.
- 1.3 Pour les offres ayant des durées d'ouverture plus courtes, la contribution est réduite en proportion (facteur temps t).

**2 Formule de calcul**

Contribution forfaitaire pour l'année 1 =  $(a+b)/2 \times t \times 5000$  francs

Contribution forfaitaire pour l'année 2 =  $b \times t \times 5000$  francs

*Légende:*

a = nombre de places créées

b = moyenne des places effectivement occupées au cours de l'année pour laquelle la contribution est allouée = «nombre d'heures occupées» divisé par «nombre d'heures d'exploitation par année»  $\leq a$

t = facteur temps = «nombre d'heures d'exploitation par année» divisé par «2025 heures» (offre à plein temps)  $\leq 1$



## 1 Calcul des contributions forfaitaires pour les structures d'accueil parascolaire

- 1.1 La contribution forfaitaire pour une offre à plein temps s'élève à 3000 francs par place et par an.
- 1.2 Une offre à plein temps correspond à une durée d'ouverture annuelle d'au moins 225 jours. Pour les offres ayant des durées d'ouverture plus courtes, la contribution est réduite en proportion (facteur temps t).
- 1.3 Pour le calcul des contributions forfaitaires, sont déterminants les blocs horaires pendant lesquels les enfants sont accueillis. On distingue les blocs horaires suivants:
- accueil du matin: au moins 1 heure avant le début de l'école ou au moins 3 heures les jours de congé
  - accueil de midi: au moins 2 heures, repas compris, pendant les jours d'école comme pendant les jours de congé
  - accueil de l'après-midi: au moins 2 heures après la fin de l'école ou au moins 4 heures les jours de congé

## 2 Formule de calcul

### Calcul de la part des places créées

| Bloc horaire | Lu | Ma | Mer | Je | Ve | Formule                     |
|--------------|----|----|-----|----|----|-----------------------------|
| Matin        |    |    |     |    |    | $\Sigma/5 \times 0.1 = a_p$ |
| Midi         |    |    |     |    |    | $\Sigma/5 \times 0.5 = a_q$ |
| Après-midi   |    |    |     |    |    | $\Sigma/5 \times 0.4 = a_r$ |

### Calcul de la part des places effectivement occupées

| Bloc horaire | Lu | Ma | Mer | Je | Ve | Formule                     |
|--------------|----|----|-----|----|----|-----------------------------|
| Matin        |    |    |     |    |    | $\Sigma/5 \times 0.1 = b_p$ |
| Midi         |    |    |     |    |    | $\Sigma/5 \times 0.5 = b_q$ |
| Après-midi   |    |    |     |    |    | $\Sigma/5 \times 0.4 = b_r$ |

Contribution forfaitaire pour l'année 1 =  $(a_p + a_q + a_r + b_p + b_q + b_r)/2 \times t \times 3000$  francs

Contribution forfaitaire pour l'année 2 =  $(b_p + b_q + b_r) \times t \times 3000$  francs

Contribution forfaitaire pour l'année 3 =  $(b_p + b_q + b_r)/2 \times t \times 3000$  francs

*Légende:*

a = moyenne du nombre de places créées par jour

b = moyenne du nombre de places effectivement occupées par jour au cours de l'année pour laquelle la contribution est allouée.

p = matin

q = midi

r = après-midi

t = facteur temps = «nombre de jours d'exploitation par année» divisé par «225 jours» (offre à plein temps)  $\leq 1$

$\Sigma$  = somme du nombre de places par bloc horaire et par semaine